

ETUDES ET ANALYSES

N° 95

441.2(3)

Bruxelles, le 17 février 1970

ETUDE



L'ELARGISSEMENT DES COMMUNAUTES
DANS L'OPTIQUE SOVIETIQUE

1811/X/70 F

Diffusion interne

DIRECTION GENERALE PRESSE ET INFORMATION

ETUDES ET ANALYSES N° 95

Bruxelles, le 17 février 1970

L'ELARGISSEMENT DES COMMUNAUTÉS
DANS L'OPTIQUE SOVIÉTIQUE

Les processus d'intégration européenne sont suivis avec une très grande attention à Moscou. Une Table Ronde y a réuni, en juin 1969, des économistes et des collaborateurs de l'Institut soviétique d'Economie Mondiale et des Relations internationales.

La présente étude préparée par Madame Lavayssière reprend l'essentiel des points de vue qui ont été défendus au cours de cette réunion de travail.

-O-O-O-O-O-O-O-

- 2 -

Les observations faites à la Table Ronde de juin 1969 ont été regroupées en trois chapitres : l'Europe "européenne", l'Europe "atlantique" et l'"alternative".

I. L'Europe "européenne"

D'après les analystes soviétiques, la CEE et l'EFTA constituent deux groupes économiques extrêmement puissants, occupant actuellement une des positions clé dans la production industrielle et dans les échanges mondiaux. Si ces deux groupements fusionnaient, ils dépasseraient les Etats-Unis dans trois secteurs : population, production d'acier, exportations.

Les Soviétiques s'interrogent sur la possibilité d'une fusion des deux blocs économiques, sur la création d'un groupement unique qui comprendrait la Grande-Bretagne, la France, la République fédérale d'Allemagne et constituerait une troisième force comparable aux Etats-Unis par sa puissance et son influence.

Les déclarations de certaines personnalités européennes soucieuses de relever le "défi américain" sont mises en relief. Toutefois, l'attachement de divers Etats d'Europe Occidentale à leurs cadres nationaux freine la fusion des deux blocs en question. Le cas est flagrant pour la France, dont la puissance économique est moindre que celle de la R.F.A. et de la Grande-Bretagne. La France "craint de se diluer dans une Europe unie" (1).

L'avenir de l'intégration dépendra des possibilités d'entente entre les principaux partenaires. Diverses variantes sont envisagées :

- a) L'axe Bonn-Paris. Il a éprouvé des difficultés croissantes au cours des dernières années, mais actuellement certaines forces influentes cherchent à le régénérer. Si la Grande-Bretagne entrait dans le Marché Commun, "l'axe Paris-Bonn serait

...

(1) Mirovaja Ekonomika i Miedzunarodnoje Otnosenije n° 6 - 69.

remplacé par le triangle Londres-Bonn-Paris, inévitable foyer d'antagonismes aigus. Mais, pour le moment, le développement de la Communauté européenne repose encore sur l'entente franco-allemande." (1)

- b) L'alliance entre Bonn et Londres, dont les intérêts convergent dans deux domaines : celui de l'admission de la Grande-Bretagne dans la CEE et le secteur des questions militaires. "Les stratèges travaillistes, prêts à toutes les capitulations pour entrer dans le Marché Commun" sont mis en garde par les analystes soviétiques contre l'accord germano-anglais sur les recherches d'ordre nucléaire, "susceptibles de permettre la fabrication des bombes atomiques. L'unification de l'Europe fondée sur une entente entre la R.F.A. et la Grande-Bretagne est dangereuse pour les autres peuples européens". (2)

Les milieux financiers et industriels allemands, "considérant le cadre des Communautés déjà trop étroit pour eux", sont favorables à l'admission dans la CEE de la Grande-Bretagne et de ses autres partenaires de l'AELE. Mais la R.F.A. représente une grave menace pour le commerce extérieur de la Grande-Bretagne. Par ailleurs, les "relations spéciales" que l'Angleterre entretient avec les Etats-Unis exercent une influence défavorable sur l'amitié entre Londres et Bonn. Dans la capitale britannique, on suit jalousement les efforts faits, non sans succès, par Bonn pour se réserver le rôle d'allié principal des Etats-Unis en Europe.

- c) Le retour à l'Entente Cordiale. Le point de vue opposé a prévalu jusqu'à maintenant. "L'Angleterre est le principal concurrent de la France dans le domaine nucléaire et la bombe H est une arme importante de la politique française sur le continent européen, en particulier dans ses relations avec Bonn" (3).

...

(1) Mirovaja Ekonomika i Mijedunarodnoje Otnosenije - n° 6 - 69 -

(2) Izvestia 9-2-69

(3) Idem, et Pravda 17-7-69

La diplomatie britannique essaie toujours de courir deux lièvres à la fois. "Elle s'efforce d'assurer la participation de la Grande-Bretagne à la construction de l'Europe et de diriger le processus de son intégration économique, politique, et militaire mais Londres fait toujours passer sa "collaboration spéciale" avec Washington avant toutes les autres formes de coopération avec les puissances européennes occidentales, y compris la France". (1)

L'expansion future des processus d'intégration en Europe occidentale dépend de ces diverses combinaisons d'alliance. Dans toutes les capitales, l'opinion prévaut que, tôt ou tard, la Grande-Bretagne doit être associée au Marché Commun. "Quant à savoir sur quelle base aura lieu l'inclusion de la Grande-Bretagne dans la CEE, ce n'est pas Londres mais bien Bonn et Paris qui détiennent la clé du problème." (2).

Les dirigeants français ont infléchi leur politique après le retrait du Général de Gaulle.

Les Soviétiques soulignent l'attitude favorable à l'admission de la Grande-Bretagne dans les Communautés, adoptée par le Président Pompidou lors de sa campagne électorale. "Il s'agit actuellement de tenir compte de la communauté d'intérêts des Français et des Britanniques devant Bonn à l'égard du problème monétaire notamment." (1).

Par ailleurs, les observateurs soviétiques s'interrogent sur une diminution de l'enthousiasme britannique au moment où le retrait du Président de Gaulle semblait résoudre le problème de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. "La manne céleste" que la Grande-Bretagne en attendait ne serait-elle qu'une chimère ?

...

(1) Mirovaja Ekonomika i Mejdounarodnoje Otnosenije n° 6 - 1969
(2) " " " " " " et
Pravda du 30.8.69

II. L'Europe "atlantique"

Sur le plan théorique, en leur temps, les Etats-Unis défendaient la conception de Jean MONNET plus ardemment que J. MONNET lui-même. Ils étaient surs qu'une Europe intégrée ferait partie d'une communauté atlantique sous l'égide incontestée des Etats-Unis.

A cet égard, la presse soviétique s'est violemment élevée contre certaines déclarations de Sir Alec Douglas HUME suivant lesquelles "le renforcement du Marché Commun grâce à la participation de la Grande-Bretagne pourrait orienter l'Europe vers l'Atlantique et apporter ainsi un soutien à l'OTAN". (1)

Dans l'année 60, de nombreux projets (Fullbright, Norstad, etc..) destinés à perfectionner l'Alliance Atlantique, témoignent des efforts des Etats-Unis tendant à rendre l'OTAN plus attrayant pour les pays européens. Ces projets n'ont toutefois presque pas donné de résultats pratiques. Devant l'attitude de la CEE, les Américains ont dû faire marche arrière.

Ces derniers temps, les Etats-Unis sont allés plus loin. Ils ont mis en avant l'idée, jadis "séditieuse", de transformation de l'Europe Occidentale en "superpuissance".

Elle devrait faire contrepoids à l'influence grandissante de la Communauté socialiste. "En acquérant une certaine "autonomie", l'Europe Occidentale permettrait à Washington de réduire les dépenses pour la défense des pays européens."

Parmi les nouvelles positions concernant l'organisation de l'Europe Occidentale, les analystes soviétiques ont retenu particulièrement les recommandations de Henry Kissinger, Conseiller du Président Nixon pour la politique étrangère, et de Brzezinski.

...

(1) Pravda, 30-10-69.

- 6 -

Le premier suggère une forme confédérative d'association européenne. L'OTAN devrait se transformer et cesser d'être l'organe universel de l'Alliance. La R.F.A., noyau principal de la "super-puissance" européenne, pourrait disposer alors d'un armement nucléaire.

D'après Brzezinski, l'Europe Occidentale et Orientale représentent les deux moitiés d'un cercle. L'Europe Occidentale, force importante grandissante, absorbera graduellement les pays socialistes. La "diplomatie souple", dont parle Kissinger, apparaît, aux yeux des Soviétiques, comme un "programme concrétisé tendant à liquider le socialisme dans les pays de l'Europe Orientale." (1).

"Les modifications pratiques proposées concernant l'organisation politique de l'Europe Occidentale, son "autonomie nucléaire", sa place dans la diplomatie souple de l'Occident, sont destinés à maintenir la scission de l'Europe et à empêcher les peuples européens de résoudre des problèmes d'une importance vitale."

L'Europe "Atlantique" sur le plan pratique : la politique américaine commence à modifier ses concepts car dans les problèmes politiques et militaires, elle peut de plus en plus rarement compter sur le soutien inconditionnel de ses alliés.

"Dans le domaine économique, les Etats-Unis se heurtent à la résistance grandissante de ses concurrents Ouest-Européens, des Etats membres du Marché Commun en premier chef". Les Etats-Unis ont dû accepter la participation, synonyme de concurrence acharnée.

Au cours des années 60, les milieux dirigeants américains ont essayé d'utiliser les processus d'intégration pour renforcer l'"atlantisme". Les analyses soviétiques citent à cet égard le Kennedy Round et les essais de solution des problèmes monétaires et financiers du monde occidental.

...

(1) Mirovaja Ekonomika i Miedzunarodnoje Otnosenije - n° 6 - 1969.

- 7 -

Les observateurs soviétiques supposent que le nombre de tendances apparues dans les années 60 se développeront plus complètement au cours des années 70. Un changement ultérieur de la politique américaine de l'Europe Occidentale, une modification des formes de participation inter-Atlantique est parfaitement possible. Une certaine collaboration avec les associations économiques, militaires et politiques des pays de l'Europe capitaliste, si les processus d'intégration les font naître, n'est pas à exclure.

"Les efforts déployés par les Etats-Unis pour accroître à côté de la mission militaire de l'OTAN ses fonctions politiques et idéologiques sont significatifs à cet égard".

Toutefois, les conceptions stratégiques des Etats-Unis et des pays de l'Europe occidentale ne coïncident pas et ne pourront pas coïncider. En tant que superpuissance nucléaire et chef du bloc Nord-Atlantique, "les Etats-Unis considèrent inévitablement l'Europe Occidentale comme un objet et un instrument de leur politique". De plus, les intérêts des monopoles américains se heurtent de plus en plus à ceux des "Six". Le problème des relations mutuelles des Etats-Unis, avec l'Europe Occidentale en tant qu'entité intégrée est, à coup sûr, un des plus sérieux qui se pose à l'Amérique.

III. "L'alternative"

Dans l'esprit des soviétiques, l'alternative ne peut être que le rapprochement Est-Ouest dans le cadre de la garantie d'une sécurité à l'échelle européenne.

Depuis 1964, avec le plan Rapacki, le 5 juillet 1966 à Bucarest, à Karlovy-Vary en mars 1967, enfin à Budapest le 17 mars 1969, les pays du pacte de Varsovie relancent périodiquement l'idée d'une conférence pan-européenne sur la sécurité. Ils l'ont encore fait tout récemment le 31.10.69 à Prague.

...

Cette fois-ci, à côté du "renoncement à la force dans les relations réciproques", l'accent est mis particulièrement sur "l'élargissement des liens commerciaux, économiques, scientifiques et techniques visant au développement de la coopération politique entre les pays européens".

Les réactions suscitées par ces propositions ont été soigneusement analysées. "Si le gouvernement français est d'accord pour poursuivre les consultations, les milieux revanchards de la R.F.A. craignant le développement de la coopération européenne ont adopté une attitude négative".

Quant aux Etats-Unis, il ne ressort pas de la déclaration de Prague que les soviétiques soient prêts à dire publiquement s'ils veulent que les Américains assistent à la conférence proposée ou non. La déclaration des Etats du Pacte de Varsovie, réunis à Prague le 31.10, est ambiguë sur ce point.

Les Etats-Unis, d'autre part, suivant les observations soviétiques, ne seraient pas d'accord pour lier la sécurité européenne et les questions économiques et politiques. "Ils voudraient laisser toute latitude à M. Brandt pour des négociations bilatérales éventuelles avec l'U.R.S.S. ou la Pologne" (1).

Si les observateurs soviétiques accueillent favorablement les manifestations d'indépendance des "Six" vis-à-vis de leur alliée d'outre-Atlantique, ils craignent toutefois que l'Europe Occidentale, tout en s'élargissant, ne reste un bloc fermé, réfractaire à une collaboration à l'échelle européenne. Ils mentionnent la politique discriminatoire dans leurs échanges pratiquée par les Etats membres de l'OTAN et du Marché Commun. Or, dans leurs propositions de Prague, les Soviétiques envisagent la réalisation de nombre d'objectifs à l'échelle européenne (construction de pipe-lines et de gazéoducs transcontinentaux, système commun de canaux, etc...)

...

(1) Pravda du 1-11-1969 - Foreign Report, 13-11-1959

Dans le cadre de la sécurité de l'Europe liée à une collaboration Est-Ouest, l'évolution de la Grande-Bretagne en particulier et du bloc de l'EFTA en général est suivie avec attention.

"Au moment où l'Europe est en quête d'un système de sécurité collective, le désir de certains milieux britanniques d'entrer dans une association fermée groupant certains pays occidentaux est incompatible avec les intérêts d'une collaboration à l'échelle européenne et va manifestement à l'encontre des souhaits et des espoirs des peuples européens". (1)

"Pour participer plus réellement aux affaires européennes, Londres n'a pas besoin de faire le siège du Marché Commun et de poursuivre une politique de division de notre continent. Le chemin conduisant à une participation fructueuse de l'Europe aux affaires européennes passe par la coopération de tous les pays européens". (2)

Selon Youri Nicolaïev, commentateur de l'A.P.N., "la sortie de l'impasse dans laquelle sont les pays du Marché Commun se trouve non pas dans une politique d'élargissement et d'achèvement de la CEE, mais dans l'établissement de liaisons multiformes entre l'Est et l'Ouest du continent. Les véritables raisons de la crise des "Six" résident dans la politique américaine de scission de l'Europe". (3)

Selon les conclusions des observateurs ayant participé au colloque consacré à l'élargissement des Communautés : "Les possibilités réelles d'organiser une réunion à l'échelle européenne existent. Elle pourrait mettre un terme à la scission de l'Europe en groupements militaires et économiques opposés et faire de notre continent le cadre d'une collaboration fructueuse entre nations égales en droits". (4)

(1) Pravda, 5-3-69

(2) " 15-11-69

(3) Novosti, 13-11-69

(4) Mirovaja Ekonomika i Mijedunarodnoje Otnosenije - n° 6 - 69.